

Révision totale de la loi sur la protection des données – tout a changé ?

UTTINGER
DATENSCHUTZ

Hotzestrasse 35
8006 Zürich

Vardaval 3
7453 Tinizong

www.uttinger-datenschutz.ch
kontakt@uttinger-datenschutz.ch

+41 79 682 35 09

Tout n'est pas nouveau – beaucoup est resté

- Approche CH (principe traitement autorisé avec réserve d'interdiction)
- Principes
- Seules les personnes physiques sont punissables - pas les entreprises/personnes morales

- Seulement les personnes physiques
- Définitions – extension aux données personnelles sensibles (génétiques et biométriques)
- Obligation d'information supplémentaire vis-à-vis des personnes concernées
- L'approche basée sur les risques a été renforcée
- Montant de l'amende à 250 000 francs, mais l'intention reste requise
- Renforcement du PFPDT

- Le registre des activités de traitement -- obligation des organes fédéraux
- Devoir d'informer en cas de décision individuelle automatisée
- Analyse d'impact relative à la protection des données personnelles
- L'annonce des violations de la sécurité des données
- Droit à la remise des données personnelles

Ce que nous remarquons au quotidien








- Devoir d'information
- Accord de sous-traitance







Là où nous avons des questions

- Quel droit s'applique ?
- Que signifie proportionnalité ?
- Obligations de conservation ?
- Échange de données ?

- **L'autodétermination en matière d'information – un principe non écrit**
- Conformité à la loi
- Bonne foi
- Proportionnalité
- Affectation à un but
- Destruction ou anonymisation dans les plus brefs délais
- Exactitude
- Sécurité des données

Obligations du responsable du traitement

-  **3. Kapitel: Pflichten des Verantwortlichen und des Auftragsbearbeiters**
- +  **Art. 19 Informationspflicht bei der Beschaffung von Personendaten**
- +  **Art. 20 Ausnahmen von der Informationspflicht und Einschränkungen**
- +  **Art. 21 Informationspflicht bei einer automatisierten Einzelentscheidung**
- +  **Art. 22 Datenschutz-Folgenabschätzung**
- +  **Art. 23 Konsultation des EDÖB**
- +  **Art. 24 Meldung von Verletzungen der Datensicherheit**

-  **4. Kapitel: Rechte der betroffenen Person**
- +  **Art. 25 Auskunftsrecht**
- +  **Art. 26 Einschränkungen des Auskunftsrechts**
- +  **Art. 27 Einschränkungen des Auskunftsrechts für Medien**
- +  **Art. 28 Recht auf Datenherausgabe oder -übertragung**
- +  **Art. 29 Einschränkungen des Rechts auf Datenherausgabe oder -übertragung**

- Dispositions pénales : désormais jusqu'à 250 000 francs, mais toujours par les autorités pénales
 - Violation des obligations d'information/de renseignement et de coopération
 - Violation du devoir de diligence
 - Violation du devoir de discrétion

infraction poursuivie sur plainte

Intention = avec conscience et volonté

lois cantonales sur la protection des données

- Différents statuts de révision
 - 14 adaptations
 - 4 consultations terminées
 - 7 consultations en cours
 - Aucune adaptation prévue
- Principes identiques – quoique formulés différemment

- « Pourquoi »
- Se mettre à la place des personnes concernées
- Compréhensible

Obligation de conserver les documents

- Cela dépend...
- Où sont les autres données ?
- La CII n'a pas une telle obligation – proportionnalité – respect de l'obligation de proposer les documents

- Consentement
- Certaines assurances sociales ont déjà prévu l'échange de données avec certaines institutions (voir Ueli Kieser).

Citation d'Adrian Lobsiger sur la LPD révisée

« La législation suisse se limite à ce qui est important et le règle de manière générale, abstraite et neutre au plan technologique. **L'avantage de cette culture législative est que son application ne requiert pas en premier lieu des connaissances, mais de la réflexion.**

En étant prêt à se **mettre mentalement dans la peau de ses clients** et en faisant preuve **d'un peu** de bon sens, chaque entreprise peut trouver des solutions acceptables avec le texte concis de la loi et de l'ordonnance. »